

# Chapitre I

## Le nouveau Gouvernement et l'Allemagne au lendemain de la révolution jeune-turque

« Avant la Constitution, l'Allemagne était le pivot autour duquel la politique extérieure de la Turquie s'organisait. On voulait tirer profit de la jalousie des puissances, passer le temps de façon agréable et pour le reste s'en remettre à l'Allemagne<sup>1</sup>. »

### 1. Une nouvelle orientation ?

Après des années d'opposition, les Jeunes Turcs sont parvenus à ce que le sultan rétablisse la Constitution de 1876<sup>2</sup>. Mais pour l'heure, les dirigeants ottomans qui forment le nouveau gouvernement sont des hommes ayant déjà exercé le pouvoir<sup>3</sup>. Dans l'immédiat, excepté lors d'un conflit portant sur l'attribution des portefeuilles de la Marine et de la Guerre, que les unionistes ne veulent pas céder au sultan et qui entraîne la démission du nouveau grand vizir Said pacha, le Comité union et progrès n'intervient pas dans la vie politique, son rôle se limitant à celui d'arbitre et de garant de la constitution. Dans le domaine de la politique extérieure, les unionistes appuient pour le moment la politique du successeur de Said pacha, Kâmil pacha, qui entend se rapprocher de la Grande-Bretagne.

Dans les premières semaines suivant la proclamation de la constitution, la presse est unanime à dénoncer l'amitié du sultan avec l'empereur Guillaume II. Pour autant, les critiques des unionistes à l'encontre de l'Allemagne au lendemain de la révolution n'ont pas été aussi virulentes que l'on a bien voulu le dire à l'époque. Les rapports diplomatiques français notamment, qui voient dans le changement de régime « la suppression de la prépondérance allemande à Constantinople<sup>4</sup> » et qui se plaisent à rapporter les déclarations et les propos hostiles à l'Allemagne, caricaturent et sous-estiment les qualités diplomatiques des Jeunes Turcs : dès le 2 août 1908, le journal unioniste *Tanin*, dans son deuxième numéro,

---

<sup>1</sup> Hüseyin Cahid, *Tanin*, 07.12.1908, 24 teşrin-i sani 1324.

<sup>2</sup> Pour une analyse des réactions immédiates dans l'Empire ottoman, voir : Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, p. 403 et suivantes.

<sup>3</sup> Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks and the Committee of Union and Progress in Turkish Politics (1908 – 1914)*, Oxford, Clarendon Press, 1969. Pour une réinterprétation polémique de la signification de la révolution jeune-turque, voir Kansu, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leiden, Brill, 1997, et *ibid.*, *Politics in Post-Revolutionary Turkey, 1908 – 1913*, Leiden, Brill, 2000.

<sup>4</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, relations avec les puissances, 1908, note du 25.07.1908.

publie un article intitulé « Les Turcs, les Anglais et les Allemands » dans lequel l'auteur prend soin de rappeler que le nouveau gouvernement a certes pour but de rétablir un équilibre dans sa politique extérieure en soignant ses relations avec l'Angleterre, mais que l'Allemagne reste un pays ami.

Surtout, les unionistes ne semblent pas vouloir remettre en cause le rôle de l'Allemagne dans l'armée, ainsi que le note l'ambassadeur français :

« Le CUP de Salonique s'est dès août 1908 rendu compte de la nécessité de faire appel au concours de certaines puissances pour la réorganisation de l'Empire. Notre conseiller financier en Macédoine avisait le Département, à la date du 9 août, que le CUP était d'avis de s'adresser à la France pour les finances et les travaux publics, à l'Allemagne pour l'armée et à l'Angleterre pour la marine<sup>5</sup>. »

L'ambassadeur français, sur un ton amer, doit reconnaître la réalité : malgré les démonstrations enthousiastes des partisans de la révolution envers la Grande-Bretagne et de la France, le gouvernement ottoman suit une politique qui n'est pas nouvelle et qui consiste à faire appel au concours des différentes puissances pour moderniser l'Empire. Dès les premières semaines suivant la révolution, ce principe est adopté, et chacune se voit pourvue d'un rôle à jouer. Ainsi les dirigeants espèrent éviter de dépendre trop étroitement d'une seule puissance. Il est donc clair que dès cette date l'Allemagne, même si elle ne suscite pas l'enthousiasme sur le plan idéologique, conservera son rôle dans le domaine militaire.

Pour le chemin de fer de Bagdad, les choses s'avèrent *a priori* plus délicates. Avant tout, la révolution jeune-turque et les espoirs dont elle est porteuse provoquent l'éclatement de grèves dans divers secteurs, comme dans celui de la construction de tramways ou des mines de Zonguldak. D'après Özyüksel<sup>6</sup>, c'est parmi les ouvriers du chemin de fer que le mouvement est le plus important. Dès le 13 août, les sources françaises notent ainsi avec satisfaction : « La direction du chemin de fer d'Anatolie serait mal vue par les Jeunes Turcs, qui voudraient obtenir l'éloignement d'Huguenin<sup>7</sup>, en ce moment en congé. (...) Une grève serait imminente<sup>8</sup> ». Les premières revendications des ouvriers sont d'abord rejetées par la direction de la Compagnie. Devant la persistance du mouvement, elle doit cependant consentir à une augmentation des salaires, mais refuse les autres demandes formulées par les grévistes concernant l'ancienneté, les jours de congé, etc. L'administration allemande estime de toute façon que la grève est surtout le problème du gouvernement ottoman, qui risque de devoir payer les garanties kilomé-

<sup>5</sup> AMAE, PA-40, Constans, Ambassade à Constantinople, 1899 – 1909, 26.01.1909.

<sup>6</sup> Özyüksel, Murat, *Anadolu ve Bağdat Demiryolları, op. cit.*, p. 222.

<sup>7</sup> Eduard Huguenin (1856 – 1926), de nationalité suisse, est le directeur de la compagnie du chemin de fer d'Anatolie depuis février 1908, mais se trouve dans l'Empire depuis 1879. Voir sur ce point Quataert, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881 – 1908 : Reactions to European Economic Penetration*, New York and London, New York University Press, 1983, pp. 76 – 77.

<sup>8</sup> AMAE, Turquie, Politique étrangère, Relations avec les Puissances, n°179, Thérapia, 13 août 1908, le chargé d'affaires de France à Constantinople.

triques si les revenus chutent. Finalement, le mouvement retombe, non seulement parce que certains grévistes sont prêts à arrêter la grève contre une simple augmentation de salaire, mais aussi et surtout parce que le gouvernement envoie des troupes déloger les grévistes, qui ne bénéficient pas non plus du soutien actif des unionistes<sup>9</sup>.

Ceux-ci, avant la révolution de 1908, avaient fortement critiqué le projet du chemin de fer de Bagdad, en accusant le sultan de « vendre » l'Empire ottoman. En décembre et en janvier, la question de la concession du chemin de fer de Bagdad est abordée au parlement ottoman<sup>10</sup>. Les unionistes İsmail Hakkı Babanzade<sup>11</sup> et Cavid bey<sup>12</sup> en particulier dénoncent les prix pratiqués et le système de garantie kilométrique que l'État ottoman ne peut financièrement assumer. Cavid bey déclare ainsi :

« Quand ils veulent construire une ligne de chemin de fer qui nécessite sept à huit cent millions de francs, les dirigeants des nations dont le budget se monte à plusieurs milliards réfléchissent la tête entre les mains et se décident ensuite. En ce qui nous concerne, nous avons décidé sans réfléchir de construire un chemin de fer de 2000 kilomètres. Voilà pourquoi il n'y a définitivement rien d'heureux dans notre décision.<sup>13</sup> »

Puis il ajoute :

« S'il était possible d'attendre un avantage de la construction du chemin de fer, nous le dirions. (...) Le chemin de fer de Bagdad ne pourra pas être rentable avant 30 ou 40 ans... Il va passer par des terres partiellement désertes, et on ne peut pas espérer de grands profits dans un avenir proche d'une ligne qui va passer par des endroits où la majorité de la population est nomade (...)»<sup>14</sup>.

Les deux députés mettent également en évidence qu'un grand nombre de clauses de l'accord sont contraires aux intérêts nationaux. En effet, la Société du chemin de fer a obtenu l'autorisation d'exploiter les ressources sur une bande de vingt kilomètres le long des voies ferrées, ce qui équivaut, ainsi que Cavid le met en re-

<sup>9</sup> Voir Quataert, Donald, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire*, *op. cit.*, p. 80 et suivantes.

<sup>10</sup> Ökcün, Gündüz, « Osmanlı Meclis-i Mebusanında Bağdat Demiryolu İmtiyazı Üzerine Yapılan Tartışmalar » [Les discussions au parlement ottoman sur la concession du chemin de fer de Bagdad]. In : *Ankara Üniversitesi Siyasal Bilimler Fakültesi Dergisi*, XXV, 1970, pp. 15 – 56.

<sup>11</sup> İsmail Hakkı Babanzade est député de Bagdad entre 1908 et 1912. Il sera également ministre de l'Éducation sous le grand vizirat de İbrahim Hakkı pacha en 1910 - 1911.

<sup>12</sup> Mehmed Cavid Bey, l'un des unionistes les plus connus, sera plusieurs fois ministre de l'Économie entre 1910 et 1918. Partisan d'une économie libérale, auteur d'un certain nombre d'ouvrages, il est l'un des premiers à avoir introduit la pensée économique dans l'Empire ottoman. Voir Georgeon, François, « Un manifeste du libéralisme économique dans l'Empire ottoman au tournant du siècle ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs. Naissance d'une nation*, Istanbul, Isis, 1995, pp. 241 – 251.

<sup>13</sup> Ökcün, Gündüz, « Osmanlı Meclis-i Mebusanında Bağdat Demiryolu İmtiyazı Üzerine... », *op. cit.*, p. 35.

<sup>14</sup> *Ibid.*, pp. 43 – 44.

lief, à une zone plus grande que la Suisse. Elle peut également bénéficier des réserves de pétrole de Kerkük, et elle a aussi le droit de construire des fabriques et d'importer les machines nécessaires sans aucun droit de douane. De plus, comme le souligne İsmail Hakkı, le sultan a accordé aux Allemands le droit de s'approprier les œuvres archéologiques trouvées lors des travaux. Les deux députés estiment donc que l'affaire n'est rentable que pour la Société du chemin de fer, qui fait des bénéfices à chaque étape.

Certains unionistes jugent donc le Bagdadbahn comme étant une entreprise allant contre les intérêts de l'État ottoman. Mais aucun d'eux ne propose de mettre un terme à la réalisation de ce projet, qu'ils qualifient – selon les mots de İsmail Hakkı – de « pont entre l'Asie et l'Europe<sup>15</sup> » et qui constitue, comme le souligne le ministre des Travaux publics, un projet d'une ampleur « rare, même en Europe<sup>16</sup> ». Par ailleurs, les unionistes mettent en valeur la nécessité de « garder l'honneur<sup>17</sup> » en respectant les engagements conclus. Ainsi, ils estiment qu'il est de l'intérêt de l'Empire de maintenir l'accord tout en travaillant à en modifier les clauses les plus préjudiciables. La question du prestige reste donc décisive et le statut de puissance que doit revêtir l'Empire semble constituer la priorité<sup>18</sup>. Enfin, il est important de souligner que le projet n'est pas critiqué par tous. Comme nous le verrons par la suite, il sera revendiqué par certains théoriciens du panturquisme comme étant bénéfique pour l'Empire ottoman.

## 2. Les interprétations allemandes des événements de juillet

Pour les autorités allemandes, la révolution de juillet ne constitue pas vraiment une bonne nouvelle. Elles savent que, n'ayant pas soutenu les Jeunes Turcs sous Abdülhamid II, elles vont devoir réorienter leur politique. À cela s'ajoute qu'elles n'éprouvent aucune estime pour ce mouvement. Rappelons que les Anglais, en privé, adoptent un point de vue similaire, l'ambassadeur Lowther les qualifiant de *visionaries*, et ne semblant pas être le seul<sup>19</sup>.

En tous les cas, Kiderlen<sup>20</sup> est d'avis que les manifestations proanglaises et anti-allemandes ne doivent pas inquiéter outre mesure : « Je ne leur donne pas beaucoup d'importance et je crois même que nous aurions intérêt à laisser ces choses

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>18</sup> Il manque encore d'une étude qui retracerait l'ensemble des débats qui ont eu cours sur ce point. Pour le moment, les études consacrées au chemin de fer de Bagdad se concentrent sur la perspective allemande.

<sup>19</sup> Heller, Joseph, *British Policy toward the Ottoman Empire 1908 - 1914*, London, Frank Cass, 1983, p. 23.

<sup>20</sup> Alfred von Kiderlen-Wächter est représentant de l'ambassadeur à Istanbul en 1907 – 1908. De 1910 à 1912, il sera ministre des Affaires étrangères.

se calmer d'elles-mêmes plutôt que de réagir à toutes ces injures. (...) Ce que pensent, disent ou écrivent quelques adolescents 'jeunes-turcs' immatures à Paris, Constantinople ou Vienne a peu d'importance<sup>21</sup> ».

Pour Marschall<sup>22</sup>, qui écrit à son tour un long rapport début septembre, les manifestations pro-anglaises sont un phénomène « tout à fait naturel<sup>23</sup> » : « L'enthousiasme pour l'Angleterre, écrit-il, est une des maladies d'enfance d'une évolution libérale constitutionnelle. Nous avons vu cela aussi en Allemagne. Lorsque j'entrai dans la vie politique – il y a déjà longtemps – les termes de 'libéral' et de 'pro-anglais' voulaient dire la même chose ». Comme Kiderlen, Marschall estime qu'il est bon d'ignorer ces manifestations, poursuivant :

« Je crois qu'on nous reproche d'avoir eu de trop bonnes relations avec le sultan et d'avoir ainsi renforcé son système. Contre ce reproche, j'ai cette formule : Un étranger, et particulièrement un diplomate, doit dans un autre pays accepter le régime qui y existe. Il ne doit pas mener de politique libérale dans un pays autocratique et de politique réactionnaire dans un pays constitutionnel. L'un comme l'autre toucherait à l'indépendance du pays. L'Allemagne s'en est toujours abstenue, persuadée que la Turquie devait elle-même définir la forme de son État et que si des réformes étaient nécessaires, il revenait aux Turcs, et pas aux étrangers, de les réaliser. »

Il précise ainsi qu'il a eu l'occasion de développer cet argument dans les milieux jeunes-turcs et qu'il a été bien accueilli.

En fait, les autorités allemandes sont persuadées que les milieux militaires continuent à être « pro-allemands », comme l'écrit Kiderlen :

« La direction du mouvement en Turquie est comme avant dans les mains des officiers et dans les comités en majorité dirigés par eux. Mais le corps officier est fortement pro-allemand. De plus en plus d'officiers qui ont été formés en Allemagne ou qui ont été élèves du général von der Goltz occupent les positions militaires influentes. Toutes ces personnes éprouvent une véritable admiration et une véritable reconnaissance pour l'Allemagne. Une ambiance proanglaise et antiallemande comme on peut ici et là remarquer ne peut tenir dans le temps. Celui qui a suivi la politique de la dernière décennie ne peut oublier les propositions de réformes qui allaient mener à une Macédoine 'autonome', c'est-à-dire bulgare, ni non plus le Koweït, Akaba, l'Égypte et Chypre. Et justement, les officiers ici sont souvent formés politiquement. Le grand vizir est il est vrai fortement pro-anglais. Mais il ne dirige aujourd'hui ni la politique intérieure, ni la politique extérieure. Il ne devrait d'ailleurs pas rester longtemps en place. Nous pouvons donc, je pense, compter tranquillement sur le temps et la force des rapports pour un changement des quelques mouvements qui nous sont opposés<sup>24</sup>. »

<sup>21</sup> Archiv des Auswärtigen Amtes (désormais AA), Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 20.08.1908.

<sup>22</sup> Il est intéressant de noter que, contrairement à beaucoup de pays, les autorités allemandes ne changent pas d'ambassadeur après la révolution.

<sup>23</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 4.09.1908.

<sup>24</sup> AA, Das Verhältnis der Türkei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 20 août 1908.

Les autorités allemandes soulignent ainsi que la nomination au ministère de la Guerre d'Ali Rıza pacha, succédant à Recep pacha, mort peu de temps après sa nomination, est un choix « tout à fait heureux<sup>25</sup> ». Cet officier a en effet été formé en Allemagne pendant trois ans, entre 1885 et 1888, et fait donc partie de ces militaires censés être plutôt bien disposés à l'encontre de l'Allemagne. Par ailleurs, il est certain que la nomination d'Osman Nizami pacha comme ambassadeur à Berlin constitue un signe de bonne volonté de la part des nouveaux dirigeants. Cela n'échappe d'ailleurs pas aux observateurs français qui notent : « En nommant ambassadeur à Berlin Osman Nizami pacha (sic) à un moment où le général dont on vante la valeur professionnelle aurait été si utile à la tête d'un corps d'armée, le nouveau régime marquait l'importance qu'il attachait à ses relations militaires avec l'Allemagne<sup>26</sup> ».

Le rôle que les jeunes officiers se sont octroyés dans la révolution provoque tout de même l'inquiétude des observateurs allemands. Kiderlen, le 13 août 1908, relève que « jusqu'à maintenant, les officiers sont aux commandements dans les comités » mais qu'il est tout à fait étrange de voir que « l'armée – les généraux y compris – est dirigée par un comité composé en grande partie d'officiers subalternes. » À cela il ajoute : « Ces militaires ont jusqu'à présent pu faire respecter l'ordre. Mais comment vont-ils à nouveau se laisser diriger ? Et les Niyazi, Enver<sup>27</sup> et consorts, qui désormais ont un pouvoir quasiment illimité, vont-ils un jour redevvenir des inférieurs qui obéissent à leurs supérieurs ? Quel effet cet exemple d'hostilité à la discipline va-t-il avoir sur la jeunesse militaire ?<sup>28</sup> ».

Malgré ces inquiétudes, le changement de régime est salué comme pouvant avoir des conséquences positives pour l'armée. Ainsi, le 3 septembre 1908, Marschall rappelle que le sultan, avant la révolution, « s'était de plus en plus éloigné de son armée », et que les officiers formés à l'époque en Allemagne – plus d'une centaine – n'avaient pas eu la possibilité de mettre à profit ce qu'ils y avaient appris : « Et quand ces officiers revenaient dans leur pays dans l'espoir de pouvoir faire profiter leur propre armée de leurs acquis, une déception amère les attendait ». En effet, Marschall met en évidence le fait qu'ils étaient la plupart du temps écartés des fonctions importantes. Mais, poursuit-il, « quand la catastrophe est arrivée, ce sont les comités révolutionnaires qui sont allés chercher ces officiers et qui leur ont confié les premières fonctions militaires du pays. Aujourd'hui, les fonctions de ministre de la Guerre, de sous-secrétaire au ministère de la Guerre, de chef de

<sup>25</sup> AA, *Türkische Staatsmänner 1908 - 1909*, R 13795, note du 26.08.1908.

<sup>26</sup> Archives du Ministère des Affaires étrangères (désormais AMAE), Turquie, Politique extérieure, Relations avec les Puissances, n° 179, l'ambassadeur de France à Constantinople, 17 décembre 1908.

<sup>27</sup> Niyazi et Enver, deux jeunes officiers membres du Comité union et progrès, sont devenus les héros de la révolution jeune-turque en organisant la révolte de l'armée. Niyazi sera assassiné en 1912, tandis qu'Enver deviendra Enver pacha, ministre de la Guerre en 1914.

<sup>28</sup> AA, *allgemeine Angelegenheiten in der Türkei*, 1.10.1907 – 31.03.1909, R 13181, note du 13.08.1908.

l'état-major, de commandant du corps de la garde et d'autres commandements importants sont aux mains d'officiers qui ont servi en Allemagne. La Turquie est vraiment riche en paradoxes étranges ».

Un peu plus loin, il revient sur le rôle de l'armée : « J'attends de la réorganisation de l'armée la guérison de la Turquie (...). Les réformateurs allemands, qui jusqu'ici n'avaient pas le droit d'exercer une activité fructueuse, ont déjà commencé des exercices de troupes interdits auparavant (...). Dans les milieux militaires, on réclame le général von der Goltz<sup>29</sup> ».

Ces rapports permettent de comprendre l'état d'esprit des autorités allemandes et leur manière d'envisager les relations avec l'Empire. Il leur importe évidemment en premier lieu de préserver les intérêts allemands dans le cadre de relations internationales pacifiques. Par ailleurs, elles mettent en évidence que les généraux formés à l'allemande occupent les postes militaires les plus importants et en concluent que l'influence exercée par l'Allemagne dans ce domaine ne sera pas remise en cause. Elles font la différence entre une élite jeune-turque civile formée à la française, pour laquelle elles n'ont que mépris, et une élite militaire, qu'elles estiment être proche de l'Allemagne. Notons à ce propos qu'elles amalgament volontiers les généraux « formés à l'allemande », d'une génération plus âgée, et les officiers jeunes-turcs.

Concernant les interlocuteurs ottomans, l'ambassade allemande continue à entretenir des relations privilégiées avec l'ancien grand vizir Ferid pacha<sup>30</sup>, qui, rapporte-t-elle, a tenu un discours devant des Jeunes Turcs dans lequel il a publiquement pris parti contre la Grande-Bretagne, mettant les pertes de l'Empire sur le compte de sa politique de plus en plus hostile aux intérêts ottomans. À cela il aurait ajouté :

« Et je vais vous dire maintenant pourquoi je suis un ennemi de cette Angleterre. La réponse est simple : parce que je suis un patriote turc. Mais vous devez également entendre pourquoi j'ai des sentiments amicaux pour l'Allemagne. Parce que l'Allemagne n'a jamais exigé de nous un pouce de territoire. Parce que, au moment des troubles en Crète, elle nous a donné des conseils qui, si nous les avions suivis, nous auraient permis de conserver cette île (...). Parce que l'Allemagne a construit en Anatolie des moyens de communication sous des conditions loyales, qui développent le pays et renforcent nos finances. Parce qu'elle nous a envoyés des officiers excellents qui réorganisent notre armée. Parce qu'elle a, par rapport aux volontés de réformes des puissances, toujours défendu le point de vue selon lequel ce ne sont pas les étrangers qui ont à décider de cela, mais les Turcs. »

<sup>29</sup> AA, Allgemeine Angelegenheiten in der Türkei, 1.10.1907 – 31.03.1909, R 13181, note du 3.09.1908.

<sup>30</sup> Avlonyalı Mehmed Ferid pacha était grand vizir à la veille de la révolution jeune-turque. Sa démission a marqué la première concession du sultan aux Jeunes Turcs. Il est après la révolution *vali* (gouverneur) d'Aydın, et sera ministre de l'Intérieur pendant quelques mois en 1909, puis en 1912 dans le gouvernement de Kâmil pacha. Lors du coup d'État des unionistes en 1913, il s'exilera en Égypte.

Ce discours, veut croire l'ambassadeur, a eu « une grande influence sur les membres du comité ». Selon lui, lorsque l'un d'eux s'est écrié : « Mais l'ambassadeur allemand est un ami du Sultan ! », Ferid a répondu : « Oui, il est un ami du Sultan, mais aussi de la Turquie. Il a, en tant qu'ami, toujours dit la vérité, et parfois des choses qu'aucun autre ambassadeur n'aurait eu le courage de dire. C'est pour cela que le Sultan a certes estimé le Baron Marschall, mais il ne l'a pas aimé, il l'a craint ». Toujours selon l'ambassadeur, Mahmud Muhtar<sup>31</sup> aurait ensuite tenu un discours honorant l'Allemagne, le Kaiser, l'armée allemande et le général von der Goltz<sup>32</sup>.

Mais l'homme dont Kiderlen et Marschall attendent le plus cet été-là s'avère être le ministre de l'Éducation İbrahim Hakkı pacha<sup>33</sup>, que Kiderlen décrit comme l'une des figures les plus remarquables parmi les ministres du nouveau cabinet<sup>34</sup>. Il souligne également les bonnes relations que celui-ci entretient avec Ferid pacha et précise qu'à côté du ministère de l'Éducation, il dirige également celui de l'Intérieur, et qu'il est « l'homme de confiance du comité ». Kiderlen, préoccupé par l'avenir de l'armée, ajoute que İbrahim Hakkı pacha « croit également au rétablissement de l'autorité de l'administration et de la discipline au sein de l'armée. Il ne croit cependant pas à la possibilité de maintenir dans l'armée les jeunes officiers qui dominent en ce moment, comme Enver et Niyazi : ceux-ci, dit-il, 'seraient amenés à disparaître' ». İbrahim Hakkı pacha, qui va devenir deux ans plus tard grand vizir, apparaît donc aux autorités allemandes comme une personnalité modérée. Kiderlen souligne également que le nouveau ministre de l'Éducation s'est jusqu'ici « toujours avéré être un ami sincère [de l'Allemagne] ». Il aurait certes déclaré qu'il était nécessaire de « tendre la main » à l'Angleterre, mais devant l'homme de confiance de Kiderlen – qu'en plus, selon ce dernier, il n'avait pas identifié en tant que tel – il aurait dit très ouvertement être reconnaissant envers l'Allemagne, que celle-ci, certes, n'avait pas pu éviter tous les malheurs à la Turquie mais qu'elle lui avait permis de ne pas endurer encore plus d'humiliation. En somme, toujours selon les dires de l'homme de confiance de Kiderlen, İbrahim Hakkı pacha serait « pro-anglais plus par nécessité que par conviction, suivant le cours du mouvement jeune-turc ».

Pour l'heure, le journal *İkdam*, qui soutient depuis le début la politique de Kâmil pacha et qui, d'après Marschall, s'est montré particulièrement antiallemand depuis juillet, semble changer début septembre : « Ainsi, il y a peu de temps, *l'İkdam* a pris énergiquement position contre ceux qui disaient qu'il ne fallait plus

<sup>31</sup> Mahmud Muhtar pacha est un officier formé en Allemagne. Il sera ministre de la Marine en 1912 puis ambassadeur à Berlin entre 1913 et 1915. Il n'est pas membre du CUP.

<sup>32</sup> AA, Das Verhältnis der Tükei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 4.09.1908.

<sup>33</sup> İbrahim Hakkı pacha est ministre de l'Intérieur et de l'Éducation en 1908 – 1909, puis deviendra grand vizir en 1910-1911 et ambassadeur à Berlin en 1915.

<sup>34</sup> AA, Das Verhältnis der Tükei zu Deutschland, 1. Oktober 1906 – 30. Dezember 1908, R 13745, note du 23.08.1908.

acheter de marchandises allemandes parce que le commerce allemand avait épuisé la Turquie, en déclarant que l'on devait acheter là où la meilleure qualité était livrée au plus bas prix et en avançant que l'Angleterre et les autres États européens achetaient des marchandises allemandes en grande quantité ».

Les autorités allemandes ont donc de bonnes raisons de penser que la liesse du mois de juillet, toute entière tournée vers une représentation positive de l'Angleterre et de la France aux dépens de l'Allemagne wilhelmienne, va inévitablement retomber face aux priorités de la « raison d'État ». Mais la crise d'octobre va compliquer la situation.

### 3. *La crise d'octobre 1908 et les conséquences sur les relations avec l'Allemagne*

#### *La politique de l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne*

À peine trois mois après la révolution en effet, le nouveau gouvernement ottoman doit affronter une grave crise extérieure : la Bulgarie proclame son indépendance le 5 octobre 1908. Le lendemain, la Crète annonce son rattachement à la Grèce et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie et l'Herzégovine.

Au tournant du siècle, les Balkans empêchent toute relation sereine entre l'Empire ottoman et l'Autriche-Hongrie<sup>35</sup>. Lorsque l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine, province certes officiellement ottomane, mais *de facto* sous contrôle austro-hongrois depuis le traité de Berlin, il semble qu'elle n'avait pas prévu les réactions turques et qu'elle aspirait avant tout à clarifier le statut de la province<sup>36</sup>. Cela montre surtout le peu d'égard que les dirigeants austro-hongrois avaient pour le nouveau régime.

Pour les unionistes, le choc est rude. Le journal *Tanin* estime dans son édition du 8 octobre que le but de l'Autriche-Hongrie est d'étouffer l'enfant de la constitution turque, âgé de deux mois et demi<sup>37</sup>. Après avoir en vain protesté auprès des puissances signataires du traité de Berlin, les unionistes entreprennent de boycotter les marchandises en provenance de l'Autriche-Hongrie. Cette mesure est si durement ressentie que les commerçants et les hommes d'affaire autrichiens protestent auprès du *Ballhausplatz*. La crise politique entre les deux empires durera jusqu'à l'hiver 1909.

<sup>35</sup> Voir Bridge, F. R., « The Habsburg Monarchy and the Ottoman Empire, 1900 – 18 ». In : Kent, Marian, *The Great Powers and the End of the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 31 – 51.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 38.

<sup>37</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei 1.1.10.1908-31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 9 octobre 1908.

L'Allemagne, dont la position est déjà complexe depuis le 24 juillet, subit de plein fouet les conséquences de l'annexion. Accusée d'être l'alliée de l'Autriche-Hongrie, elle est tenue pour responsable de la crise, et doit faire face à de violentes attaques de la part de la presse ottomane. Sans entrer dans le détail du ballet diplomatique qui s'ensuit<sup>38</sup>, il est cependant intéressant de noter que les dirigeants allemands – et plus précisément, le ministère des Affaires étrangères<sup>39</sup> –, tout en étant parfaitement au courant des intentions de Vienne, ne semble pas avoir su précisément quand l'Autriche-Hongrie passerait à l'action. Quoiqu'il en soit, l'ambassadeur allemand Marschall est visiblement rendu soucieux par l'initiative autrichienne :

« L'exaspération ne va pas seulement être dirigée contre l'Autriche-Hongrie, à qui l'on ne fait depuis longtemps déjà plus confiance, mais aussi contre son alliée l'Allemagne, à qui le nouveau système avait accordé sa confiance. Si nous ne prenons pas fermement position contre l'annexion, personne ne croira que Vienne a agi sans notre accord. Il s'agit d'un cas de manque d'égards sans précédent. (...) La violation du Traité de Berlin par une puissance européenne met en péril la base sur laquelle se fonde aujourd'hui l'ordre dans les Balkans<sup>40</sup>. »

Marschall est à ce point furieux de cette initiative que le chancelier allemand de l'époque, von Bülow, doit rappeler au ministère des Affaires étrangères l'importance de l'alliance avec l'Autriche-Hongrie<sup>41</sup>. Deux jours plus tard, le chancelier envoie une nouvelle note pour expliquer la décision autrichienne :

« Ce qui a incité Vienne à l'annexion, c'est le souci de l'irrédentisme serbo-croate dont Vienne m'avait fait part en avril. Les Autrichiens veulent monter les Bulgares contre les Serbes et espèrent qu'une Bulgarie indépendante sera à même de s'opposer à la Russie, comme à l'époque la Roumanie. Je pense que cela aurait été mieux pour nous, et pour les Autrichiens eux-mêmes, s'ils s'étaient appuyés sur les Turcs plutôt que sur les Bulgares. Il est important de savoir dans quel état se trouve la Turquie, quelle force de résistance et quelle viabilité (*Lebensfähigkeit*) elle a encore<sup>42</sup>. »

Le chancelier souligne ainsi le jugement défavorable de von der Goltz sur l'armée turque qui, note-t-il, ne serait pas pour le moment à la hauteur de l'armée bulgare. Puis il ajoute : « (...) Je crains que les Jeunes Turcs (...) ne soient trop idéologues. Lorsque nous avons mis en garde, il y a peu de temps, l'envoyé du comité jeune-

<sup>38</sup> Pour une description très précise, voir Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings : German Diplomacy in Turkey, 1908 to 1914*, Vanderbilt University, thèse non publiée, 1977.

<sup>39</sup> Le Kaiser, bien que tout à fait d'accord sur la nécessité d'apporter un soutien sans faille à l'initiative austro-hongroise, semble toutefois avoir été inquiet de cette démarche. Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 253 et Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 86.

<sup>40</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.1.1908-31.03.1909, R 13746, note de Marschall du 4 octobre 1908.

<sup>41</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, note du 5.10.1908 envoyée par le chancelier à la *Wilhelmstrasse*.

<sup>42</sup> *Ibid.*, 7.10.1908.

turc<sup>43</sup> contre la Bulgarie, il m'a répondu avec le regard d'un rêveur que la Turquie et la Bulgarie étaient frères, et qu'entre les deux une inimitié n'était pas pensable car ils étaient tous deux libéraux. (...) ».

Mais pour l'heure, c'est Marschall qui doit faire face à la situation, et ses rapports sont alarmants : le 8 octobre, il informe la *Wilhelmstrasse* qu'il a reçu de nombreux messages « venant de milieux pro-allemands, de militaires, de civils » et rapporte que Ferid pacha a envoyé un homme de confiance pour l'avertir du fait que même les milieux les plus favorables à l'Allemagne commençaient à penser que l'Allemagne avait été l'initiatrice de l'annexion, et qu'elle était contre le nouveau régime.

Un autre rapport de Marschall mérite que l'on s'y arrête : il y évoque l'attitude de Kâmil pacha, qui, dit-il, lui répète sans relâche que « l'Autriche-Hongrie ne mènerait pas cette politique si elle n'était pas sûre de l'Allemagne » et ajoute :

« J'ai arrêté depuis longtemps d'en discuter avec lui. Car lorsque le vieux Monsieur, quelque peu ramolli, a dit quelque chose, il ne trouve aucune autre idée à partir de laquelle il pourrait prononcer une deuxième phrase. (...) Nous ne pouvons en ce moment rien faire d'autre que de continuer notre politique tranquillement, sans se préoccuper des paroles inamicales du grand vizir et de celles qu'une presse déchaînée présente dans des articles plus ou moins confus au public. Les arbres ne poussent pas dans le ciel. La politique de Kâmil, qui a tout misé sur l'Angleterre, commence déjà à être critiquée dans les milieux jeunes-turcs à cause de sa partialité et de ses erreurs. Le vieux Monsieur serait depuis longtemps déjà vaincu si le Roi Édouard ne l'avait pas traité, dans son télégramme de félicitations bien connu adressé au sultan, comme un grand homme d'État. Que Kâmil l'ait été un jour, cela se peut ; qu'il le soit encore, plus personne ne le croit. »

Quoiqu'il en soit des critiques que les Jeunes Turcs commencent à formuler à l'encontre de Kâmil pacha, il n'empêche que l'Allemagne se trouve à ce moment dans ce que Schöllgen nomme justement une « *Politik der Verlegenheit*<sup>44</sup> », une politique de gêne par rapport à l'Empire ottoman, et aux intérêts qu'elle y possède. À propos de l'indépendance de la Bulgarie, l'Allemagne assure le gouvernement turc qu'elle ne la reconnaîtra que si la Bulgarie s'engage à donner des compensations financières à l'Empire ottoman, notamment concernant la perte du chemin de fer de la Roumélie orientale. Dans la question de la Crète enfin, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne cherchent à éviter toute implication.

### *Un journal pour se faire entendre : la création de l'Osmanischer Lloyd*

L'Allemagne, comme nous l'avons indiqué, n'a pas mené jusqu'à cette date de « politique culturelle ». Le manque d'un organe de presse allemand permettant de

<sup>43</sup> Il s'agit très vraisemblablement d'Ahmed Rıza, qui a rencontré von Bülow à Norderney fin août – début septembre 1908. Voir AMAE, Turquie, Politique étrangère, relations avec les puissances, 1908, n° 179, 2.09.1908.

<sup>44</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 256.

relayer les arguments du Reich pour se défendre des attaques dont il fait l'objet se fait alors cruellement sentir. Une semaine après le changement de régime dans l'Empire ottoman déjà, l'ambassade allemande à Istanbul avait été chargée par le ministère des Affaires étrangères d'analyser les possibilités de réaction face aux attaques de la presse turque et étrangère<sup>45</sup>. Financer des journaux turcs, comme il était alors d'usage, s'était avéré d'emblée difficile, car comme nous l'avons dit, il s'en créait de nouveaux presque chaque jour. Dans cette perspective, Marschall avait proposé à la *Wilhelmstrasse* d'inciter les journaux allemands à écrire des rapports appropriés sur la situation à Istanbul en louant, en particulier, le changement de régime. D'autre part, il écrivait lui-même des articles à transmettre à ces journaux.

Au moment de la crise d'octobre 1908, cependant, ces mesures se révèlent vite insuffisantes, et l'ambassadeur estime nécessaire la création d'un journal qui ne s'adresserait pas seulement aux Allemands d'Istanbul – comme cela avait été le cas pour l'*Osmanische Post* à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle – mais qui constituerait un moyen d'influencer l'opinion publique<sup>46</sup>. Une fois la décision prise, il apparaît que la *Wilhelmstrasse* ne peut financer à elle seule un tel projet. Elle s'efforce donc, de concert avec l'ambassadeur, d'y intéresser les milieux industriels, en mettant en avant le fait qu'il s'agit d'une entreprise capitale pour préserver les intérêts allemands dans l'Empire ottoman<sup>47</sup>. C'est ainsi que se forme un consortium réunissant la firme Loewe, Krupp, la Handelsvereinigung A.G., la banque Bleichröder, la Banque nationale et la Deutsche Bank, toutes entreprises qui ont des relations commerciales avec l'Empire ottoman<sup>48</sup>. C'est le second rédacteur en chef du *Vossische Zeitung*, Grunwald, qui prend la direction du journal<sup>49</sup>. Le journaliste Friedrich Schrader est nommé second rédacteur en chef<sup>50</sup>. Le premier numéro de l'*Osmanischer Lloyd* paraît le 18 novembre 1908 en allemand, mais aussi en français, dans le but d'atteindre un plus grand nombre de lecteurs. Les responsables avaient envisagé de faire paraître une édition turque et non pas française, mais le coût s'était avéré trop élevé<sup>51</sup>. Jusqu'en novembre 1915, le journal contient 6 à 8

<sup>45</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik und Propagandatätigkeit im Osmanischen Reich von 1908-1918 unter besonderer Berücksichtigung des « Osmanischen Lloyd »*, Stuttgart, Steiner, 1993, p. 87.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>47</sup> *Ibid.*, pp. 91-92.

<sup>48</sup> Voir Kössler, Armin, *Aktionsfeld Osmanisches Reich*, op. cit.

<sup>49</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, op. cit.

<sup>50</sup> Schrader se trouve à Istanbul depuis 1891. Il enseigne au lycée allemand et envoie des articles sur l'Empire dans des journaux et des revues allemandes. Au tournant du siècle, il a critiqué la politique allemande dans l'Empire dans des journaux comme *Vorwärts* et *Die neue Zeit* sous le pseudonyme İştiraki (le socialiste), l'accusant de négliger les relations culturelles au profit des relations militaires et économiques. Schrader connaît parfaitement l'ottoman. Il traduira pendant la guerre un ouvrage de Halide Edib et des romans de Ahmed Hikmet.

<sup>51</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, op. cit., p. 95.

pages, dont deux pages d'articles en français, le plus souvent traduits des articles allemands. À partir de novembre 1915, l'*Osmanischer Lloyd* paraîtra en deux versions séparées, de quatre pages chacune.

Le journal contient en général un éditorial sur la politique étrangère et intérieure de l'Empire ottoman, sur les rapports entre l'Allemagne et les autres puissances, sur la politique économique et culturelle du Reich dans l'Empire et sur des sujets théoriques tels que la révolution, l'Islam, etc.<sup>52</sup> Il reprend également des extraits d'articles pris dans la presse turque (en particulier du *Tanin*, *Sabah*, *İkdam* et *Yeni Gazete*), et occasionnellement dans la presse grecque et arménienne, et contient des analyses et des informations économiques<sup>53</sup>. La plus grande partie des abonnés – outre les membres de la colonie allemande et autrichienne – sont des militaires qui ont été formés par des Allemands<sup>54</sup>. Ce journal est donc destiné à une élite ottomane et surtout à la presse turque, qui en reprend régulièrement des articles et contribue ainsi à faire connaître le point de vue allemand.

Dès sa création, l'*Osmanischer Lloyd* est confronté à une vigoureuse campagne de presse contre l'Allemagne. L'un des concepts les plus utilisés fin novembre pour caractériser la politique allemande est « la poussée vers l'Est », le *Drang nach Osten*. Ainsi, un journaliste de l'*Osmanischer Lloyd* dénonce le fait que cette expression ait été introduite par les Français, mettant en valeur le fait que « l'ancienne Turquie a toujours considéré l'Allemagne à travers des lunettes françaises<sup>55</sup> ». À ce sujet, il cite en particulier Victor Bérard<sup>56</sup>, dont il affirme qu'il a « des lecteurs assidus en Turquie ». À cette époque, comme nous le verrons dans la suite de ce travail, les autorités et les publicistes allemands se plaignent de façon récurrente de l'influence française sur la manière dont les Ottomans appréhendent l'Allemagne. Pour l'heure, le journal s'efforce de louer les Jeunes Turcs et critique fortement la politique de Kâmil pacha<sup>57</sup>.

À propos de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le journal allemand essaie, à l'instar du gouvernement, de persuader les lecteurs du fait que l'Allemagne a été surprise et que l'Autriche-Hongrie n'a pas demandé le soutien de son alliée, s'appuyant sur des arguments finalement très simplistes, comme celui de demander si lorsqu'un ami a fait une fois une faute, il faut pour cela rompre avec cette

<sup>52</sup> *Ibid.*, pp. 103-104.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>54</sup> *Ibid.*, voir p. 118 et suivantes.

<sup>55</sup> *Osmanischer Lloyd*, « Der Drang nach Osten », 23.11.1908, n°5.

<sup>56</sup> Victor Bérard a écrit plusieurs ouvrages sur l'Empire ottoman. Il a également publié un certain nombre d'articles sur l'Allemagne qui sont révélateurs de l'admiration française pour la science allemande, mais aussi du sentiment d'inquiétude ressenti par les Français devant la montée en puissance de l'Allemagne. Voir Digeon, Claude, *La crise allemande de la pensée française*, *op. cit.*, p. 479. Nous n'avons pas trouvé de traductions ottomanes de Bérard.

<sup>57</sup> Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, *op. cit.*, p. 126.

amitié. En réponse aux journaux ottomans critiquant la fidélité de l'Allemagne à l'alliance avec l'Autriche-Hongrie, l'*Osmanischer Lloyd* en appelle par exemple à l'honneur du peuple turc : « Sont-ce vraiment les fils du peuple turc, déjà appréciés pour leur sens de l'honneur dans les manuels allemands, qui nous recommandent de commettre un acte d'infidélité ?<sup>58</sup> ».

Une campagne de presse est également lancée contre le boycott des marchandises autrichiennes, qui touche aussi des produits allemands. L'*Osmanischer Lloyd* souligne à propos de ces mesures que l'Autriche-Hongrie ne souhaite pas la guerre et est prête à accorder des avantages économiques à la Turquie. Ce conflit reste au centre des préoccupations du journal jusqu'en février 1909, date de l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman.

### *Les réactions ottomanes*

Durant cette crise, les unionistes prennent contact à la fois avec la Double Monarchie par l'intermédiaire d'Enver et avec la France et la Grande-Bretagne par celui d'Ahmed Rıza<sup>59</sup>. À la première, Enver propose une entente et une coopération entre les deux empires dans la question des Balkans. Avec les secondes, Ahmed Rıza évoque d'abord une alliance entre l'Empire ottoman et les États balkaniques – dont la Bulgarie – qui serait implicitement dirigée contre l'Autriche-Hongrie puis propose directement une alliance entre l'Empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne. Cette crise constitue la première occasion pour les unionistes de s'impliquer dans la politique internationale. Comme l'a montré Ünal, le CUP tente alors de mener des négociations de grande politique. Dans les faits, le Gouvernement ottoman n'aura toutefois pas d'autre solution que d'accepter une compensation financière de la part de la Double Monarchie.

Pour l'heure cependant, les critiques ottomanes à l'encontre de l'Allemagne sont violentes, ainsi que le reflètent les grands quotidiens du moment, qui, dans leur ensemble, accusent l'Allemagne d'être mêlée à cet événement. L'*İkdam* et le *Yeni Gazete*<sup>60</sup>, deux journaux soutenant la politique du grand vizir Kâmil pacha, affirment même que l'annexion est le résultat d'une intrigue de la part de l'Allemagne, tandis que le *Sabah* (d'ordinaire « modéré » d'après Marschall) avance

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 182.

<sup>59</sup> Ünal, Hasan, « Young Turk Assessments of International Politics, 1906-9 ». In : *Middle Eastern Studies*, vol. 32, N°2, avril 1996, pp. 30 – 44.

<sup>60</sup> Le *Yeni Gazete*, qui est lu avec attention par l'ambassade allemande, a été fondé en 1908 par Abdullah Zühtü. Il est financé par le fils de Kâmil pacha, Said pacha. Opposé au CUP, il sera interdit pendant quelques temps lors du coup d'État de 1913. Voir à ce sujet : Kabacalı, Alpay, *Başlangıcından Günümüze Türkiye'de Matbaa, Basın ve Yayın* [L'édition, la presse et les publications en Turquie des débuts jusqu'à nos jours], Istanbul, Literatür Yayınları, 2000.

que l'Allemagne a poussé l'Autriche-Hongrie à agir de la sorte car elle craint, sous le nouveau régime, de perdre les avantages dont elle bénéficiait auparavant<sup>61</sup>.

Devant l'ampleur de l'indignation ottomane, Guillaume II déclare le 9 octobre dans un communiqué officiel transmis par Marschall au grand vizir que l'Allemagne n'a rien à voir avec l'annexion. Les journaux ottomans veulent d'abord voir dans la déclaration de l'empereur une « preuve d'amitié »<sup>62</sup>. Un article d'Hüseyin Cahid<sup>63</sup> dans le *Tanin*, datant du 12 octobre 1908 et intitulé « Paroles et assurances », interprète ainsi la déclaration du Kaiser comme la preuve que l'Allemagne, comme la Grande-Bretagne, la France, la Russie et l'Italie, ne se trouve pas du côté des opposants à la Turquie, pour cependant demander : « Mais en quoi ces puissances vont-elles s'engager ? Sont-elles, comme l'Angleterre, prêtes à tout faire pour la préservation des intérêts de la Turquie ? ». Les journaux ne tardent d'ailleurs pas à demander que l'Allemagne intervienne auprès de l'Autriche-Hongrie, ainsi que le fait le *Tanin* : « Puisque l'Allemagne est l'alliée de l'Autriche-Hongrie, cette dernière va prêter une oreille attentive aux attentes allemandes. C'est pourquoi nous attendons plus encore de l'amitié de l'Allemagne et de son sens de la justice. (...) Si l'Allemagne, de concert avec les amis sincères de la Turquie, s'oppose à la façon de faire illégale de l'Autriche et de la Bulgarie, nous considérerons l'amitié allemande comme inviolable<sup>64</sup> ». L'*İkdam* le 3 novembre, et le *Yeni Gazete*, le 9 novembre, reprennent la même idée.

Cette attente d'une réaction de l'Allemagne au profit de l'Empire ottoman – à laquelle les journaux ne croyaient sans doute pas vraiment – va se transformer au fil des semaines en critiques sévères dans la presse turque. Ainsi, le 12 décembre 1908, le journal unioniste *Şura-i Ummet* fait paraître un article intitulé « Politique : consolation et condoléances » :

« (...) On va bien sûr se réjouir à Vienne de la manière dont Bülow renforce la politique autrichienne. La politique autrichienne a grand intérêt à ce que l'Allemagne reste fidèle à l'alliance, qui lui apporte une position forte. D'un autre côté, les déclarations du chancelier ont contrarié à Constantinople. Le fait qu'un successeur de Bismarck (qui grâce à la main de fer de Moltke et de Roon a pu usurper les petites États allemands ainsi que l'Alsace-Lorraine d'après le principe 'le pouvoir prime sur le droit') encourage l'Autriche-Hongrie à annexer la Bosnie fait bien sûr une grande impression sur les milieux politiques turcs ».

Le même jour, le *Yeni Gazete* écrit :

« (...) Von Bülow avance comme preuve de l'amitié allemande le fait que l'Allemagne n'a jamais pris de territoire à la Turquie et n'a jamais eu de visées annexionnistes. Il

<sup>61</sup> AA, das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 09.10.1908.

<sup>62</sup> *Ibid.*, 10.10.1908.

<sup>63</sup> Hüseyin Cahid (Yağın) est député unioniste de Constantinople, éditeur du *Tanin* à partir de août 1908 et délégué ottoman à l'Administration de la Dette.

<sup>64</sup> AA, Das politische Verhältniss zur Türkei, 1.10.1908 – 31.03.1909, R 13746, rapport de Marschall, 12.10.1908.

ajoute que l'Allemagne a de grands intérêts économiques en Orient. Cela ne fait aucun doute : l'amitié d'autrefois reposait là-dessus. Le gouvernement allemand aurait appris par l'intermédiaire du Baron de Marschall et de M. de Kiderlen-Wächter que la Turquie vivait une période de réformes – les termes de constitution et de proclamation de la liberté semblent ne pas venir à l'esprit de von Bülow. (...) Le prince Bülow veut affirmer, pour faire bonne impression sur nous, que l'Allemagne a nourri dès le début de la constitution des sentiments sincères. Va-t-elle le prouver dans les faits ? Nous verrons. »

Relativement rapidement cependant, le consensus existant dans la presse turque à propos de l'Allemagne disparaît et fait place à une véritable dispute entre les journaux soutenant la politique du grand vizir et le *Tanin*. Cette querelle commence avec les prises de position de Hüseyin Cahid, qui, devant les critiques presque quotidiennes de la presse ottomane à l'encontre de l'Allemagne<sup>65</sup>, écrit un article le 7 décembre 1908 pour exhorter les Ottomans à conserver de bonnes relations avec toutes les puissances.

Le 13 novembre, déjà, le *Tanin* avait fait paraître un article répondant aux critiques qui lui étaient faites d'être un opposant de l'Angleterre et un partisan de l'Allemagne. Après avoir réaffirmé que la base de la politique turque était de s'entendre avec l'Angleterre, l'article avait critiqué İzzet pacha<sup>66</sup>, qui s'était tel un traître jeté au cou de l'Allemagne, pour ajouter ensuite : « Devrait-on pour autant commettre l'erreur contraire ? ». L'article concluait en mettant en évidence la nécessité d'agir non pas selon les sentiments, mais selon les intérêts : « Nous devons être égoïstes, des égoïstes au plus haut point. Nous d'abord, ensuite nos amis<sup>67</sup> ».

Dans son article du 7 décembre intitulé « Un peu de logique », Hüseyin Cahid met en garde contre les conséquences que pourraient avoir les commentaires de la presse turque : « Le gouvernement ne peut certes pas être rendu responsable de la presse, mais nous ne devons pas oublier que les articles de nos grands journaux sont perçus à l'étranger comme l'échelle de mesure des sentiments des Ottomans. » Puis il aborde la position de l'Empire ottoman vis-à-vis de l'Allemagne : « Avant la constitution, l'Allemagne était le pivot autour duquel la politique extérieure de la Turquie s'organisait. On voulait tirer profit de la jalousie des puissances, passer le temps de façon agréable et pour le reste s'en remettre à l'Allemagne. » Approuvant la nécessité pour la Turquie de rétablir de bonnes relations avec l'Angleterre, il ajoute cependant : « Ce changement important dans les relations entre les deux puissances a été plusieurs fois interprété comme si l'amitié anglaise signifiait l'inimitié à l'égard de l'Allemagne. L'Allemagne était un ami de l'ancien régime, cette amitié servait ses intérêts. C'est vrai. Mais avons-nous pour autant le droit de nous emporter et de devenir pour cette raison des ennemis ? » Un peu plus loin, Hüseyin Cahid poursuit :

<sup>65</sup> Les rapports de Marschall en font état de manière détaillée.

<sup>66</sup> Arab İzzet pacha a été deuxième secrétaire du Palais. Surtout, il a joué le rôle de conseiller pour Abdülhamid II, qui l'estimait beaucoup. Voir Georgeon, François, *Abdülhamid II, op. cit.*, pp. 386 – 387.

<sup>67</sup> AA, Die türkische Presse, 1.04.1908 – 30.11.1908, R 13897, 13.11.1908.

« Hier, un journal a proposé d'agrandir le jardin sur l'Hippodrome afin que l'on ne puisse plus voir la fontaine de mosaïques<sup>68</sup>, car la vue de celle-ci risquait de blesser chaque patriote et serait une honte pour la capitale du califat. Nous regrettons sincèrement ce déclenchement de sentiments contre l'Allemagne, démesuré et s'apparentant à du vandalisme (...). Sur ce point, l'Allemagne a été bien plus habile et a toujours maintenu son amitié avec la Turquie sans s'occuper de savoir en quelles mains était le gouvernement. Nous préférons vivre mal mais indépendants sous notre propre gouvernement qu'heureux mais non libres sous une influence étrangère. »

Cela l'amène à critiquer la politique pro-anglaise de Kâmil pacha : « Être un ami idiot est plus grave qu'être un ennemi fin. Malheureusement, il semble que nous soyons les amis idiots de l'Angleterre ». Ainsi, le journaliste plaide pour « une politique indépendante de l'Angleterre et sans friction avec l'Allemagne », concluant : « Nous devons choisir nos amis politiques non pas avec des sentiments, mais avec la raison. La Turquie a sans aucun doute intérêt à s'entendre avec toutes les puissances<sup>69</sup>. »

Ainsi, le *Tanin* en appelle dès cette date à la prudence par rapport à la politique de Kâmil pacha. Cette prise de position va, dans les semaines qui suivent, lui valoir de nombreuses critiques de la part du *Yeni Gazete* et de l'*İkdam*. Ces deux journaux, qui, comme nous l'avons vu, ont fait du *Drang nach Osten* un leitmotiv de leurs articles à propos de l'Allemagne, reprochent au *Tanin* – qui prend de plus en plus position contre la politique de Kâmil pacha – d'être proallemand durant les mois de novembre et décembre 1908. En janvier le *Yeni Gazete* poussera l'ironie jusqu'à nommer son concurrent « *von Tanin* ». Il est bien évident que cette querelle ne signifie pas que les unionistes ont l'intention de se tourner vers l'Allemagne. Ainsi, les autorités allemandes notent que si une partie des Jeunes Turcs à Istanbul a l'intention d'entretenir de bonnes relations avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, et qu'ils se démarquent en cela des prises de position particulièrement radicales du journal *İttihad ve Terakki* de Salonique, la méfiance vis-à-vis de l'Allemagne est loin d'avoir disparu, même chez les moins intransigeants. En ce sens, cette querelle annonce plutôt le combat à venir contre la politique de Kâmil pacha.

Surtout, elle est significative des tensions internes dans l'Empire et de l'indétermination des dirigeants en matière de choix de politique étrangère. Sans nul doute, la crise d'octobre a profondément marqué les esprits et provoqué de vives rancoeurs. À ce titre, il ne paraît pas exagéré d'affirmer qu'elle a constitué un traumatisme pour les unionistes et engendré et une radicalisation des prises de position, comme nous le verrons par la suite.

<sup>68</sup> Il s'agit de la fontaine offerte par Guillaume II lors de sa visite à Abdülhamid en 1898.

<sup>69</sup> AA, Die türkische Presse, 1908-1909, R 13898, 7.12.1908.

*Les conséquences internationales des événements d'octobre 1908*

En février 1909, un accord entre Constantinople et Vienne est finalement conclu, qui prévoit une compensation financière pour l'Empire ottoman. L'*Osmanischer Lloyd* affirme à ce sujet : « L'accord entre la Turquie et l'Autriche-Hongrie est un triomphe diplomatique pour la Turquie. La Sublime Porte obtient en contrepartie de l'abandon d'une revendication purement théorique une grosse somme d'argent... Le Baron Aehrenthal a fait un geste intelligent et de réconciliation qui correspondait à l'intérêt de la monarchie et de la paix générale<sup>70</sup> ». Mais la presse turque ne réagit pas toujours positivement à ces déclarations : le *Şura-yı Ümmet*, début février, souligne ainsi que l'entente avec l'Autriche-Hongrie n'est pas un succès politique et que les Jeunes Turcs n'ont donné leur accord que pour ne pas mettre en danger la politique intérieure. Le *Tanin* par contre met en valeur le fait que si cet incident avait eu lieu sous l'ancien régime, l'Empire ottoman n'aurait obtenu aucun dédommagement pour l'annexion<sup>71</sup>.

Sur le plan international, les conséquences de la crise d'octobre sont lourdes. La Russie, en particulier, se sent humiliée par l'Autriche-Hongrie qui avait certes pris soin, en septembre 1908, de l'informer de son intention d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, sans pour autant préciser quand elle passerait à l'acte. Comme les autres puissances, la Russie est donc surprise par l'initiative austro-hongroise d'octobre. Pour résoudre les problèmes provoqués par l'annexion ainsi que par la proclamation de l'indépendance bulgare, les puissances signataires du traité de Berlin envisagent donc une conférence internationale. La Russie est la puissance la plus demandeuse de cette conférence : elle espère en effet des compensations, notamment dans la question des Détroits. La Grande-Bretagne, de son côté, redoute que cette question ne soit abordée, car elle se doit d'être pro-turque sans que les Russes aient l'impression qu'elle est contre eux<sup>72</sup>. En faisant savoir à la Russie qu'elle souhaite que la question des Détroits soit traitée de manière équitable et ne se limite pas à l'autorisation pour elle seule et les États de la mer Noire de faire passer leurs navires de guerre par les Détroits, elle réussit à ce que cette question ne fasse pas partie de l'éventuelle conférence, qui est donc censée se limiter à des compensations en faveur de la Serbie et du Monténégro. Vis-à-vis des dirigeants ottomans, la politique de la Grande-Bretagne consiste à leur assurer qu'elle n'acceptera pas de changements du traité de Berlin qui ne soient approuvés par toutes les puissances signataires. En ce sens, elle presse les Turcs d'accepter une compensation financière de la part de la Bulgarie qui permettrait au nouveau régime jeune-turc de se consolider, et leur conseille de donner leur accord à une conférence plutôt que de négocier avec l'Autriche-Hongrie seulement. Cette der-

<sup>70</sup> Cité in Farah, Irmgard, *Die Pressepolitik*, op. cit., p. 184, *Osmanischer Lloyd*, 2<sup>ème</sup> année, n°11, 16.1.1909.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 184.

<sup>72</sup> Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, op. cit., p. 262.

nière, de son côté, n'a pas intérêt à ce qu'une conférence se réunisse car elle estime que l'annexion est effective, et qu'elle n'a rien à gagner de plus. L'Allemagne quant à elle craint que cette conférence ne soit le prélude à un démembrement de l'Empire et que son alliée l'Italie ait elle aussi des revendications.

Marschall effectue dans ce sens des démarches auprès de Kâmil pacha : il fait valoir que la Bulgarie va être tentée par la Macédoine, et surtout qu'une conférence plongerait la Turquie dans d'autres problèmes (notamment les petits États balkaniques). Ces arguments semblent faire leur chemin car le 2 novembre, Marschall fait savoir que ni le grand vizir, ni le ministre des Affaires étrangères ne semblent être pour une conférence. Les discussions se poursuivent jusque dans les premiers mois de 1909 mais en réalité, la conférence est déjà lettre morte en décembre 1908. En définitive, aucune des puissances n'y a un réel intérêt.

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a par ailleurs provoqué l'opposition de la Serbie, soutenue par la Russie. Cela constitue un motif de guerre possible entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, qui risque de dégénérer en une guerre entre les puissances européennes. Fin mars 1909, le gouvernement allemand presse le gouvernement russe d'exposer sa position sur l'annexion et la confrontation austro-serbe. La Russie se voit dans l'obligation de reculer, entre autres parce qu'elle craint la menace formulée par Vienne de publier des documents secrets concernant la Bosnie et les Détroits. Privée de tout soutien et soumise à la pression des puissances dans leur ensemble, la Serbie doit finalement reconnaître l'annexion.

La crise d'octobre a marqué l'Europe jusqu'aux jours de juillet 1914 : la Serbie et la Russie restent humiliées par l'action de l'Autriche-Hongrie. Sur le plan international, les alliances austro-allemande et russo-anglaise sont renforcées, le conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie persiste et les relations anglo-autrichiennes sont désormais troublées. Pour Pomiankowski<sup>73</sup>, attaché militaire austro-hongrois à Istanbul à partir de 1909, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a constitué « une grosse erreur » de la part de l'Autriche-Hongrie, dont le prix en a été l'accord de la monarchie pour la conquête de la Tripolitaine par l'Italie.

Au début de l'année 1909, la visite du roi anglais en Allemagne annonce une tentative de rapprochement entre les deux pays. Le *Şura-yı Ümmet* du 23 février 1909 note à ce propos :

« Il est en réalité peu probable que ce rapprochement entre les Allemands et les Anglais durera dans le temps. Il faut espérer que les diplomates et les dirigeants ottomans sont conscients de ce fait et qu'ils ne deviendront pas la cible de la concurrence qui règne entre les deux grandes puissances. Tout comme il est nécessaire pour nous d'avoir de bonnes relations avec l'Angleterre, il est également important de ne pas fâcher l'Allemagne. Il faut louvoyer entre les deux parties et suivre une politique qui ait toujours en vue l'intérêt de l'Empire. »

<sup>73</sup> Pomiankowski, Joseph, *Der Zusammenbruch des Osmanischen Reiches. Erinnerungen an die Türkei aus der Zeit des Weltkrieges*, Graz, Akademischer Druck- und Verlagsanstalt, 1969 (1ère éd. 1928).

Pour les dirigeants ottomans, la question des relations entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne fait partie des aspects les plus préoccupants. En cas de mésentente, en effet, les deux puissances risquent de s'opposer à propos de l'Empire, qui deviendrait ainsi, comme le note l'auteur de l'article, la cible de leur conflit. Dans le cas contraire, cependant, il est à craindre qu'elles s'entendent sur un partage de leur Empire en zones d'influence, voire sur son démembrement. « Louvoyer entre les deux parties » reste donc la seule politique possible.

Il est à noter que le nouveau chancelier Bethmann Hollweg, en poste depuis juillet 1909, travaillera en effet à un rapprochement avec l'Angleterre. Il essaiera notamment de parvenir à un traité de neutralité avec elle au cas où le Reich entretrait en guerre contre la Russie ou contre la France en s'engageant en contrepartie à limiter le développement de la flotte. Mais les négociations menées entre octobre 1909 et mai 1910 n'aboutiront pas, en particulier parce que la Grande-Bretagne ne sera pas prête à perdre son alliance avec la France. Par ailleurs, le chancelier allemand subira également en ce sens une pression relativement forte de la marine, du Kaiser et de l'opinion publique, assez profondément antibritannique.

Pour le moment, grâce à l'accord entre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman, qui a été en grande partie le résultat des efforts de médiation entrepris par l'Allemagne, celle-ci a pu montrer sa « bonne volonté<sup>74</sup> » aux dirigeants ottomans. Dans la question de la Crète, que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie – qui y ont des contingents depuis 1897 – ne parviennent pas à résoudre, elle a pu adopter une attitude désintéressée tout en donnant des conseils amicaux à la Porte<sup>75</sup>. Par rapport à la crise d'octobre, sa situation est donc redevenue plus favorable. Depuis cet événement, par ailleurs, l'Allemagne réfléchit au renforcement de son engagement dans l'Empire. Ainsi, Marschall écrira en mai 1910 au chancelier Bethmann Hollweg que « le principe venant d'une parole mal comprise de Bismarck selon lequel nous n'avons pas en Turquie d'intérêts politiques ne nous est pas seulement nuisible, il est également faux<sup>76</sup> ».

Sur le plan des relations avec l'Empire ottoman, Kâmil pacha, comme prévu, a fait inscrire au budget les dépenses nécessaires pour faire venir des intendants, des officiers d'état-major et des instructeurs allemands en janvier 1909. Une commande de munitions à l'Allemagne a également été passée, comme les autorités françaises prennent soin de le rappeler :

« (...) En ce qui concerne l'Allemagne, le grand vizir annonce que des démarches ont été entreprises à Berlin pour obtenir du gouvernement allemand l'envoi d'intendants, d'officiers d'état-major et d'instructeurs. Nous savons en même temps par une dépêche (...) qu'une commande de munitions s'élevant à 37.500.000 Francs a été faite à des mai-

<sup>74</sup> Voir Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 266.

<sup>75</sup> Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 95. La Crète sera finalement cédée à la Grèce en 1913.

<sup>76</sup> Marschall à Bethmann Hollweg, 30.05.1910, cité in *ibid.*, p. 270.

sons allemandes. Par contre aucune commande d'équipements militaires n'a été accordée à ceux de nos compatriotes qui étaient allés à Constantinople faire des offres à ce sujet<sup>77</sup>. »

Sur le plan de la politique intérieure, un mois plus tard, le 13 février 1909, un nouveau conflit portant sur la nomination de nouveaux hommes aux ministères de la Guerre et de la Marine éclate entre le grand vizir et les unionistes. Kâmil pacha doit finalement démissionner et est remplacé par Hüseyin Hilmi pacha, qui n'est pas unioniste mais qui, du moins pour le moment, semble prêt à s'entendre avec le Comité.

---

<sup>77</sup> AMAE, PA-40, Constans, Ambassade à Constantinople, 1899 – 1909, 26.01.1909.

